

AMERICAINS ET GERMAINS

Les relations des Etats-Unis avec l'Allemagne et l'Autriche se tendent de nouveau. Elles menacent même de prendre une tournure inquiétante, et l'extrême modération dont le président Wilson a fait preuve jusqu'à présent à l'égard des deux empires germaniques, peut seule conjurer la rupture qui, à certains égards, paraît inévitable.

La note de l'Allemagne au sujet du torpillage de l'Arabic n'est pas du tout ce que laissaient espérer les formelles assurances de l'ambassadeur Bernstorff au gouvernement de Washington. Elle a même surpris le président des Etats-Unis et ses conseillers, au point qu'ils n'ont pas voulu la tenir pour définitive : ils attendent une nouvelle communication qui complète et corrige celle qu'ils ont entre les mains.

L'affaire Dumba

Quant à l'Autriche-Hongrie, on ignore comment elle a décidé d'accueillir la demande que lui a faite le gouvernement américain de rappeler son ambassadeur à Washington. A proprement parler, la double monarchie n'avait encore eu avec les Etats-Unis aucun différend quand a éclaté l'affaire Dumba, qui, par la saisie et la publication de pièces officielles, n'est que l'étalage au grand jour de tout un réseau d'intrigues dont la presse américaine avait déjà retracé la trame jusqu'aux officines des ambassades germaniques. Le *New York World* avait publié là-dessus une avalanche de documents dont nous avons indiqué la teneur dans le *Devoir* du 2 septembre. C'était un dossier formidable, établissant la réalité des machinations ourdies par des gens de l'Allemagne et de l'Autri-

che pour jeter le trouble dans les milieux industriels et ouvriers des Etats-Unis et entraver la fabrication du matériel de guerre pour les Alliés. Il y manquait cependant une pièce essentielle, la preuve matérielle que les agents des puissances germaniques, accrédités auprès du gouvernement américain, avaient trempé dans le complot.

Le cabinet de Washington possède maintenant cette preuve dans la lettre de l'ambassadeur autrichien, le Dr Dumba, au baron Burian, ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie — lettre saisie par les autorités anglaises sur la personne de M. Archibald, citoyen américain voyageant avec un sauf-conduit américain. Le Dr Dumba y recommande un plan ayant pour objet de pousser les ouvriers à se mettre en grève et de paralyser une grande industrie américaine afin de tarir les sources où les Alliés s'alimentent en matériel de guerre. En cas d'insuccès, "nous imposerions au moins, écrivait-il au ministre des affaires étrangères autrichien, de favorables conditions de travail dans les usines où peinent nos pauvres compatriotes opprimés. A Bethleem, ces esclaves blancs travaillent 12 heures par jour et 7 jours par semaine."

Dès la publication de ce document dans le *New-York World*, le renvoi du Dr Dumba parut inévitable. De l'avis unanime, il n'y avait pas d'autre alternative, et la sommation à Vienne ne s'est pas fait attendre.

Mais la lettre du Dr Dumba contenait aussi la phrase suivante :

"Je suis sous l'impression que nous pourrions, sinon empêcher entièrement la production du matériel de guerre à Bethleem et dans l'Ouest moyen, du moins la désorganiser et l'entraver pendant des mois, ce qui, d'après la déclaration de l'attaché militaire allemand, est d'une grande importance et dépense en valeur le sacrifice d'argent, peu considérable nécessairement."

Le capitaine von Papen se trouve ainsi signalé comme l'un de ceux qui — comme s'exprime le secrétaire Lansing dans sa note au gouvernement austro-hongrois pour demander le rappel de l'ambassadeur Dumba — "ont conspiré pour paralyser les industries légitimes du peuple des Etats-Unis et interrompre leur commerce légitime." Il devrait donc aussi être éloigné de Washington ; mais il ne paraît pas que le gouvernement américain ait demandé formellement son rappel ni que le comte von Bernstorff ait été rendu responsable de l'indiscrétion de son subordonné.

Le torpillage de l'"Arabic"

L'"Evening Post" dit à ce sujet : "Nous espérons sincèrement que le sort de Dumba sera un avertissement pour d'autres..."

"Quant au comte Bernstorff, il a si excellemment travaillé en maintenant des relations amicales entre les Etats-Unis et l'Allemagne, et on a si grand besoin de lui, qu'il reste tant à faire pour écarter tout motif de froissement, qu'il serait hautement regrettable de constater qu'il a agi comme Dumba."

Il est incontestable que le comte von Bernstorff aura encore fort à faire pour suivre les négociations qui vont probablement reprendre après l'indécise victoire diplomatique remportée par le président Wilson sur le gouvernement allemand. La note que Berlin vient d'envoyer à Washington, en effet, replace la question au point où elle se trouvait après la note américaine qu'on s'était accordé à considérer comme finale. Par l'intermédiaire de son ambassadeur, l'Allemagne avait donné des assurances : elle les retire ; elle avait formulé une restriction : elle en abuse et se retranche derrière cette restriction pour annuler les engagements pris.

Ainsi, l'ambassadeur du kaiser avait informé le gouvernement américain que :

1. — "Les transatlantiques ne seront pas coulés par nos sous-marins sans avertissement préalable ni sans égard pour la vie des non-combattants, pourvu que les navires n'offrent pas de résistance et ne cherchent pas à s'échapper."

2. — "Le gouvernement allemand offrira de soumettre au tribunal de la Haye la question des compensations pour la mort des citoyens américains qui ont péri dans le torpillage du "Lusitania".

Or, contre toute évidence, le gouvernement allemand, dans sa dernière note, prétend que l'"Arabic" se dirigeait droit vers le sous-marin, comme pour l'éperonner, et que le commandant allemand, craignant une attaque, a torpillé le paquebot. Et non seulement la note allemande offre cette excuse, que contredisent tous les témoignages antérieurs, mais elle ajoute que, même si l'excuse ne vaut rien, le gouvernement de Berlin ne se considère pas tenu d'accorder réparation. Il accepterait tout au plus de soumettre le cas au tribunal de La Haye.

Il est clair que la diplomatie allemande cherche à transformer une question de principe en une question d'espèces, afin d'amorcer de nouvelles négociations. On admet de part et d'autre que l'acceptation de l'arbitrage sur la question d'indemnité impliquerait l'arbitrage sur la justification des faits.

Quoiqu'il en soit, l'ambassadeur d'Allemagne a eu, hier, un couple d'assez longues entrevues avec le secrétaire Lansing. Le correspondant de la "United Press" rapporte que M. Bernstorff, conformant son attitude avec le ton de la dernière note de son gouvernement, a laissé l'impression que tous les points acquis sont remis en question. La situation se résumerait ainsi, du point de vue allemand :

Changement de front

1. — Les paquebots de passagers ne seront pas coulés par les sous-marins à moins que, dans l'opinion des commandants allemands, ils n'essaient de résister ou de s'échapper.

2. — Dans les cas spéciaux, comme celui de l'"Arabic", des regrets seront exprimés et l'indemnité sera fixée par arbitrage.

3. — L'Allemagne n'admettra pas être tenue à l'indemnité sans arbitrage.

4. — L'Allemagne n'entreprendra d'empêcher les attaques sans avertissement qu'à la condition que la Grande-Bretagne rappelle l'ordre qu'elle a donné aux commandants des paquebots de passagers d'éperonner les sous-marins en toute occasion.

5. — Si les Etats-Unis veulent convaincre l'Allemagne de leur neutralité réelle, ils devront s'employer à obtenir que les paquebots anglais s'abstiennent d'attaquer les sous-marins allemands.

L'ambassadeur allemand a été informé que le gouvernement américain désire le désaveu de l'attaque de l'"Arabic" et réparation pour les pertes de vies. Il a en outre pris connaissance des dépositions des témoins du torpillage et il doit communiquer le tout à son gouvernement dans l'espoir de l'amener à modifier son attitude.

C'est l'opinion générale aux Etats-Unis qu'une nouvelle saute de vent s'est produite dans les hautes sphères de la politique allemande. Le parti de von Tirpitz avait d'abord perdu du terrain et les tenants de la modération dans la guerre sous-marine avaient autorisé les premières déclarations de von Bernstorff, promettant pleine satisfaction dans l'affaire de l'"Arabic". Apparemment, l'élément intransigent n'a pas tardé à recouvrer sa prépondérance dans les conseils supérieurs et il en a profité pour déjouer l'attitude conciliante qui avait un moment prévalu.